

Fr. DAERDEN,  
Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en belast met het toezicht op WBE

B. LINARD,  
Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,  
Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel

C. DESIR,  
Minister van Onderwijs

—  
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 54-1. — Commissieverslag, nr. 54-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 54-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 27 april 2020.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/30906]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget  
de la Communauté française pour l'année budgétaire 2005 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

ANNÉE BUDGÉTAIRE 2005

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Engagements effectués en exécution du budget*

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2005, s'élèvent à 38.724.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

**Art. 2.** Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 34.799.601,24 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

**Art. 3.** Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 3.924.398,76 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

**Art. 4.** Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2005 s'élèvent à 142.580.393,58 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2005, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de - 75.725.846,51 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2005 à 66.859.636,48 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,18, 35,37,38,40, 44,45 et 48 du décret du 21 décembre 2004 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2005 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

**Art. 5.** Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2005 s'élèvent à 117.407.555,06 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

**Art. 6.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2005 à - 50.547.918,58 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6)

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des recettes

**Art. 7.** Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2005 à la somme de 7.000.486.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes	6.995.631.000
- recettes fiscales et générales en capital :	4.855.000

**Art. 8.** Les recettes budgétaires de l'année 2005 s'élèvent à 6.972.303.274,71 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	6.971.607.213,57
- recettes fiscales et générales en capital :	696.061,14

**Art. 9.** Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 5)

Ce montant se décompose de la manière suivante :

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau 2.2.2 colonne 6)

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	

b. droits reportés à l'année budgétaire 2006 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	

### § 2. Fixation des crédits de dépenses

**Art. 10.** Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2005 ont accordé 7.562.035.000 euros pour l'ordonnement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2).

(en euros)

Crédits d'ordonnement	35.321.000
Crédits non dissociés	7.526.714.000

**Art. 11.** Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 466.067.742,84 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	466.067.742,84

**Art. 12.** - En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2005 s'élève à 8.028.102.742,84 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

(en euros)

Crédits d'ordonnement	35.321.000,00
Crédits non dissociés	7.992.781.742,84

### § 3. Fixation de la situation des dépenses

**Art. 13.** Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2005 se montent à 7.051.841.217,78 euros (annexe tableau 2.2.3, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	1.780.130,24	27.050.802,89	28.830.933,13
Crédits non dissociés	109.321.023,46	6.913.689.261,19	7.023.010.284,65
total	111.101.153,70	6.940.740.064,08	7.051.841.217,78

**Art. 14.** De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 7.051.841.217,78 euros dont :

Crédits d'ordonnement	28.830.933,13
Crédits non dissociés	7.023.010.284,65

(annexe tableau 2.2.3, colonne 8)

**Art. 15.** Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 9).

## § 4. Règlement des crédits

**Art. 16.** La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2005 de 976.261.525,06 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	6.490.066,87
Crédits non dissociés	969.771.458,19

**Art. 17.** Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2005 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 11.320.617,49 euros dont :

Crédits d'ordonnement	0
Crédits non dissociés	11.320.617,49

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à la colonne 2 de l'annexe tableau 2.2.6.

**Art. 18.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2005 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12).

(en euros)

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	6.490.066,87	343.381.362,96	349.871.429,83
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		637.710.712,72	637.710.712,72

## § 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2005

**Art. 19.** Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2005 se présente comme suit :

Les recettes s'élèvent à 6.972.303.274,71 euros

Les dépenses s'élèvent à 7.051.841.217,78 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les dépenses excèdent les recettes de 79.537.943,07 euros

## CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

## § 1. Fixation des recettes affectées

**Art. 20.** Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2005 à 142.580.393,58 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées colonne 4) dont

Recettes courantes	141.995.148,19
Recettes en capital	585.245,39

## § 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnement

**Art. 21.** Les crédits variables d'ordonnement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2005 s'élèvent à 142.580.393,58 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2005 étant de - 66.915.915,90 le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 75.664.477,68 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5,15,18, 35,37,38,40, 44,45 et 48 du décret du 21 décembre 2004 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2005 ont autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables

## § 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

**Art. 22.** Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2005 s'élèvent à 119.969.925,68 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

**Art. 23.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements - crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2005 à - 44.305.448,00 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6) . Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget*

**Art. 24.** Les décrets budgétaires de l'année 2005 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit : (en euros)

- Recettes	3.500.000
- Dépenses	3.500.000

(annexe tableau 2.2.5 colonnes 2,3).

**Art. 25.** Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2005 s'élevait à - 5.902.224,08 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 8)  
Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

**Art. 26.** Les dépenses imputées s'élèvent à 29.917.597,62 euros (annexe tableau 2.2.5, colonne 5).

Ce montant ne comprend aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.5, colonne 6).

**Art. 27.** La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à - 29.917.597,62 euros (annexe tableau 2.2.5, colonne 7).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 2005, tel que déterminé à l'article 25 et des dépenses reprises à l'article 26, le solde disponible au 31 décembre 2005 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à - 35.819.821,70 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V. — *Résultat global*

**Art. 28.** Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 21, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2005 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : - 79.537.943,07

crédits variables : + 22.610.467,90

section particulière : - 29.917.597,62

Total : - 86.845.072,79

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS  
DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISECHAPITRE I. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services  
à gestion séparée du ministère de la Communauté française*§ 1<sup>er</sup>. fixation des recettes

**Art. 29.** Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 426.659.748,31 euros (annexe tableau 2.3 colonne 2)

Les recettes pour l'année budgétaire 2005 s'élèvent à 417.986.706,57 euros.

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier de l'année s'élève à 205.028.067,78 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1<sup>er</sup> janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2005 de 623.014.773,35 euros.

## § 2. fixation des dépenses

**Art. 30.** Les prévisions de dépenses s'élèvent à 414.119.427,14 euros (annexe tableau 2.3 colonne 3).

Les dépenses sont fixées à la somme de 365.428.849,62 euros (annexe tableau 2.3 colonne 5).

## § 3. résultat budgétaire

**Art. 31.** Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 52.557.856,95 euros.

Le disponible au 31 décembre 2005 est fixé au montant de 257.585.924,73 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

## TROISIEME PARTIE : ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

## Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)

## ● RECETTES

Les prévisions, à 39.334.773,00

Les recettes imputées, à 37.910.962,67

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 1.423.810,33

## ● DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 44.766.186,00

Les dépenses imputées, à 38.426.195,27

Le montant des crédits à annuler, à 6.339.990,73

## ● RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à -515.232,60

- soit les recettes de l'année, de 37.910.962,67

- moins les dépenses, de 38.426.195,27

## Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

- RECETTES

Les prévisions, à 0

Les recettes imputées, à 0

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 0

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 0

Les dépenses imputées, à 0

Le montant des crédits à annuler, à 0

- RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à 0

- soit les recettes de l'année, de 0

- moins les dépenses, de 0

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,  
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,

Ministre de l'Éducation

—————  
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 56-1. — Rapport de commission, n° 56-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 56-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 27 avril 2020.

—————

( 19 )

333 (2011-2012) — N° 1

**ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

- 2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés
- 2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes
- 2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses
- 2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des crédits variables
- 2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section particulière
- 2.2.6 Dépassements de crédits

333 (2011-2012) — N° 1

( 20 )

## 2.2.1 - ENGAGEMENTS À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS

Budget	Crédits affectés par décrets	Crédits reportés de l'année précédente	Total des crédits	Engagements comptabilisés pendant l'année	DIFFÉRENCE ENTRE LES CRÉDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISÉS			
					Engagements excédant les crédits	Crédits excédant les engagements		
						Crédits disponibles	Crédits reportés à l'année suivante	Crédits à annuler
Chapitre I - Services généraux	508.000	-	508.000	507.997,38	-	2,62	-	2,62
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	21.503.000	-	21.503.000	18.467.384,87	-	3.035.615,13	-	3.035.615,13
Chapitre III - Éducation, Recherche et Formation	16.713.000	-	16.713.000	15.824.218,99	-	888.781,01	-	888.781,01
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	<b>38.724.000</b>	<b>-</b>	<b>38.724.000</b>	<b>34.799.601,24</b>	<b>-</b>	<b>3.924.398,76</b>	<b>-</b>	<b>3.924.398,76</b>

( 21 )

333 (2011-2012) — N° 1

## 2.2.2 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES					
	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Différence entre droits constatés et recettes imputées	A annuler ou à porter en surseance indéfinie	Droits reportés
<b>Recettes courantes</b>						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	6.995.631.000,00	6.971.607.213,57	6.971.607.213,57	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	114.089.000,00	141.995.148,19	141.995.148,19	0,00	0,00	0,00
<b>Total recettes courantes</b>	<b>7.109.720.000,00</b>	<b>7.113.602.361,76</b>	<b>7.113.602.361,76</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes en capital</b>						
Recettes fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes générales	4.855.000,00	696.061,14	696.061,14	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	683.000,00	585.245,39	585.245,39	0,00	0,00	0,00
<b>Total recettes en capital</b>	<b>5.538.000,00</b>	<b>1.281.306,53</b>	<b>1.281.306,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total recettes fiscales et générales</b>	<b>7.000.486.000,00</b>	<b>6.972.303.274,71</b>	<b>6.972.303.274,71</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total recettes affectées</b>	<b>114.772.000,00</b>	<b>142.580.393,58</b>	<b>142.580.393,58</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>7.115.258.000,00</b>	<b>7.114.883.668,29</b>	<b>7.114.883.668,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



333 (2011-2012) — N° 1

( 22 )

## 22.3 - COMPTE D'EXÉCUTION DES DÉPENSES

	ALLOCATIONS DES CRÉDITS			SITUATION DES DÉPENSES					RÈGLEMENT DES CRÉDITS		
	Crédits affectés par décret	Crédits réservés	Crédits totaux	Prestations des autres entités	Opérations imputées Prestations de l'Etat	Dépenses totales	Paiements effectués, justifiés ou réquisits	Paiements restant à régulariser	Crédits complémentaires (1)	Crédits reportés à l'année budgétaire 2006	Crédits non utilisés à annuler
<b>I Services généraux</b>											
a) crédits non dissociés	384.276.000,00	28.602.844,84	412.878.844,84	16.195.552,08	358.186.869,95	374.382.422,03	374.382.422,03	0,00	0,00	28.258.459,71	10.237.982,90
b) crédits d'ordonnement	508.000,00	-	508.000,00	0,00	346.822,70	346.822,70	346.822,70	0,00	0,00	0,00	161.177,30
<b>II Culture et Affaires sociales</b>											
a) crédits non dissociés	811.893.000,00	49.089.280,88	860.981.280,88	48.026.961,13	760.760.059,57	809.387.020,70	809.387.020,70	0,00	0,00	49.560.816,30	2.033.343,88
b) crédits d'ordonnement	21.207.000,00	-	21.207.000,00	1.549.460,61	17.603.931,54	19.153.392,15	19.153.392,15	0,00	0,00	0,00	2.053.607,85
<b>III Education et Recherche</b>											
a) crédits non dissociés	5.403.695.000,00	104.264.601,49	5.507.959.601,49	44.211.389,87	5.302.956.985,49	5.347.168.376,36	5.347.168.376,36	0,00	11.320.617,49	124.778.788,54	47.335.055,08
b) crédits d'ordonnement	13.606.000,00	-	13.606.000,00	230.659,63	9.100.048,65	9.330.718,28	9.330.718,28	0,00	0,00	0,00	4.275.281,72
<b>IV Dette publique</b>											
a) crédits non dissociés	568.809.000,00	284.111.875,83	850.920.875,83	287.120,38	131.745.029,22	132.032.149,60	132.032.149,60	0,00	0,00	435.113.865,13	283.774.881,10
<b>V Dotations à la RW et à la COCOF</b>											
a) crédits non dissociés	360.041.000,00	140,00	360.041.140,00	0,00	360.040.316,96	360.040.316,96	360.040.316,96	0,00	0,00	683,04	140,00
<b>Totaux</b>	<b>7.526.714.000,00</b>	<b>466.067.742,84</b>	<b>7.992.781.742,84</b>	<b>199.321.023,46</b>	<b>6.913.689.281,19</b>	<b>7.023.010.284,65</b>	<b>7.023.010.284,65</b>	<b>0,00</b>	<b>11.320.617,49</b>	<b>637.710.712,72</b>	<b>343.381.362,96</b>
a) crédits non dissociés	7.526.714.000,00	466.067.742,84	7.992.781.742,84	199.321.023,46	6.913.689.281,19	7.023.010.284,65	7.023.010.284,65	0,00	11.320.617,49	637.710.712,72	343.381.362,96
b) crédits d'ordonnement	35.321.000,00	0,00	35.321.000,00	1.780.130,24	27.050.802,69	28.830.933,13	28.830.933,13	0,00	0,00	0,00	6.490.666,67
<b>Total général</b>	<b>7.582.035.000,00</b>	<b>466.067.742,84</b>	<b>8.028.102.742,84</b>	<b>111.101.153,70</b>	<b>6.940.740.084,08</b>	<b>7.051.841.217,78</b>	<b>7.051.841.217,78</b>	<b>0,00</b>	<b>11.320.617,49</b>	<b>637.710.712,72</b>	<b>349.871.429,63</b>

(1) à déduire par le décret de compte pour dépenses faites au-delà des crédits

( 23 )

333 (2011-2012) — N° 1

## 2.2.4 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CRÉDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			Engagements	Disponible en engagements au 31.12.2005
	Solde reporté (et réductions de visa)	Recettes de l'année	Disponible		
<b>I Services généraux</b>	-646.568,31	33.490.340,42	32.843.772,11	24.288.124,02	8.555.648,09
<b>II Culture et Affaires sociales</b>	-12.656.393,16	32.592.620,66	19.936.227,50	29.766.069,39	-9.829.841,89
<b>III Education et Recherche</b>	-62.417.795,63	76.497.432,50	14.079.636,87	63.353.361,65	-49.273.724,78
<b>TOTAL</b>	<b>-75.725.846,51</b>	<b>142.580.393,58</b>	<b>66.859.636,48</b>	<b>117.407.555,06</b>	<b>-50.547.918,58</b>

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			Ordonnancements	Disponible en ordonnancements au 31.12.2005
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible		
<b>I Services généraux</b>	-566.548,56	33.490.340,42	32.923.791,86	24.366.739,27	8.557.052,59
<b>II Culture et Affaires sociales</b>	-6.075.183,87	32.592.620,66	26.517.436,79	30.944.772,34	-4.427.335,55
<b>III Education et Recherche</b>	-60.274.183,47	76.497.432,50	16.223.249,03	64.658.414,07	-48.435.165,04
<b>TOTAL</b>	<b>-66.915.915,90</b>	<b>142.580.393,58</b>	<b>75.664.477,68</b>	<b>119.969.925,68</b>	<b>-44.305.448,00</b>

333 (2011-2012) — N° 1

( 24 )

## 2.2.5 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIÈRE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.2005
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses		Soldes	Au 01.01.2005	Au 31.12.2005	
				Totales	Restant à régulariser				
Éducation, Recherche et Formation	3.500.000,00	3.500.000,00	0,00	29.917.597,62	0,00	-29.917.597,62	-5.902.224,08	-35.819.821,70	-35.819.821,70
TOTAUX	3.500.000,00	3.500.000,00	0,00	29.917.597,62	0,00	-29.917.597,62	-5.902.224,08	-35.819.821,70	-35.819.821,70

( 25 ) 333 (2011-2012) — N° 1  
 COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2005  
 ET RESULTATS A INSERER DANS LE PROJET DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF  
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2005/ 24

## 2.2.6 - DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
<b>DO 48 - Centres P.M.S. - Inspection médicale scolaire</b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des centres P.M.S.</i>	
A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire	890.841,59
<b>DO 50 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement de la Communauté</b>	
<i>Programme 6 - Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française</i>	
A.B. 11.03.61 - Personnel statutaire	13.634,82
<b>DO 51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire</b>	
<i>Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires</i>	
A.B. 11.03.62 - Personnel statutaire du primaire	14.371,85
<b>DO 52 - Enseignement secondaire</b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice</i>	
A.B. 11.03.42 - Personnel statutaire - Enseignement de plein exercice	578.669,55
<i>Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles à horaire réduit</i>	
A.B. 43.01.63 - Subventions-traitements - Enseignement à horaire réduit	531.732,53
A.B. 44.01.64 - Subventions-traitements - Enseignement à horaire réduit	822.152,98
<b>DO 53 - Enseignement spécial</b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial</i>	
A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire pédagogique	1.075.576,55
A.B. 11.03.42 - Personnel statutaire	133.543,21
A.B. 11.03.44 - Personnel statutaire paramédical	102.612,14
A.B. 43.01.46 - Subventions-traitements du personnel pédagogique	250.271,43
<b>DO 55 - Enseignement supérieur hors Universités et Hautes Écoles</b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des Hautes écoles (hors dotations)</i>	
A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire (cadre d'extinction)	170.987,26
A.B. 11.03.42 - Personnel statutaire (chargés de mission)	4.114,19
A.B. 43.14.43 - Subventions-traitements (personnel en disponibilité - écoles disparues)	59.115,99
A.B. 44.10.44 - Subventions-traitements (personnel en disponibilité - écoles disparues)	126.280,96
A.B. 44.11.44 - Subventions-traitements (chargés de mission)	218.129,64
<b>DO 56 - Enseignement de promotion sociale</b>	
<i>Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale</i>	
A.B. 11.03.40 - Personnel statutaire	2.223.419,32
A.B. 11.03.41 - Personnel statutaire	68.110,47
A.B. 43.01.43 - Subventions-traitements	2.091.345,02
A.B. 44.01.44 - Subventions-traitements	1.192.073,11
<b>DO 57 - Enseignement artistique</b>	
<i>Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur</i>	
A.B. 11.03.30 - Personnel statutaire	368.948,02
A.B. 11.03.31 - Personnel statutaire	366.736,54
<i>Programme 5 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés</i>	
A.B. 43.01.50 - Subventions-traitements	17.950,32
<b>TOTAL CHAPITRE III - Education, Recherche et Formation</b>	<b>11.320.617,49</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11.320.617,49</b>

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30906]

**27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2005 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL. DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR  
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

## BEGROTINGSJAAR 2005

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

## § 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

**Artikel 1.** De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2005, bedragen 38.724.000 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 2).

## § 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

**Art. 2.** De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 34.799.601,24 euro (bijlage tabel 2.2.1 kolom 5).

**Art. 3.** De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 3.924.398,76 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 7). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1. kolom 9).

## § 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor vastlegging

**Art. 4.** De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2005 bedragen 142.580.393,58 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2005, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren - 75.725.846,51 euro bedroeg (bijlage 2.2.4 vastleggingen, kolom 2), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2005 66.859.636,48 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 4).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 18, 35, 37, 38, 40, 44, 45 en 48 van het decreet van 21 december 2004 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2005 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

## § 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

**Art. 5.** De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2005 bedragen 117.407.555,06 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 5).

**Art. 6.** Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2005 - 50.547.918,58 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 6).

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

## § 1 Vaststelling van de ontvangsten

**Art. 7.** De vooruitzichten van de ontvangsten ten gunste van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2005 de som van 7.000.486.000 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit

(in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	6.995.631.000
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	4.855.000

**Art. 8.** De begrotingsontvangsten van het jaar 2005 bedragen 6.972.303.274,71 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4).

Dit bedrag bestaat uit :

(in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	6.971.607.213,57
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	696.061,14

**Art. 9.** De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro (bijlage 2.2.2 tabel 5)

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 6)

(in euro)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	

b. naar het begrotingsjaar 2006 overgedragen rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 7)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten :	
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten :	

#### § 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

**Art. 10.** De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2005 hebben 7.562.035.000 euro toegekend voor de ordonnanciering van de uitgaven en hebben ze verdeeld op de volgende wijzen :

(bijlage tabel 2.2.3 kolom 2).

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	35.321.000
Niet-gesplitste kredieten	7.526.714.000

**Art. 11.** De uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 466.067.742,84 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.4 kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	466.067.742,84

**Art. 12.** - Krachtens de artikelen 10 en 11 hierboven, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 2005 80.028.102.742,84 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	35.321.000,00
Niet-gesplitste kredieten	7.992.781.742,84

#### § 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

**Art. 13.** De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2005 bedragen 7.051.841.217,78 euro (bijlage tabel 2.2.3, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld in

	Prestaties van de vroegere jaren	Prestaties van de lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	1.780.130,24	27.050.802,89	28.830.933,13
Niet-gesplitste kredieten	109.321.023,46	6.913.689.261,19	7.023.010.284,65
totaal	111.101.153,70	6.940.740.064,08	7.051.841.217,78

**Art. 14.** Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 7.051.841.217,78 euro waarvan :

Ordonnanceringskredieten	28.830.933,13
Niet-gesplitste kredieten	7.023.010.284,65

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 8)

**Art. 15.** Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.3, kolom 9).

#### § 4 Regeling van de kredieten

**Art. 16.** De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2005 van 976.261.525,06 euro onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	6.490.066,87
Niet-gesplitste kredieten	969.771.458,19

**Art. 17.** Om te uitgaven van het begrotingsjaar 2005 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 11.320.617,49 euro waarvan :

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	11.320.617,49

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in de kolom 2 van de bijlage tabel 2.2.6.

**Art. 18.** Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2005 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

(in euro)

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	totaal
Te annuleren kredieten	6.490.066,87	343.381.362,96	349.871.429,83
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		637.710.712,72	637.710.712,72

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2005

**Art. 19.** Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2005 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten bedragen 6.972.303.274,71 euro.

De uitgaven bedragen 7.051.841.217,78 euro.

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 79.537.943,07 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

**Art. 20.** De aangewende ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2005 142.580.393,58 euro

(bijlage tabel 2.2.2 aangewende ontvangsten kolom 4) waarvan

Lopende ontvangsten	141.995.148,19
Kapitaalontvangsten	585.245,39

§ 2. Vaststelling van de begrotingsfondsen (variabele kredieten) voor de ordonnanciering

**Art. 21.** De aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnancieringen van het begrotingsjaar 2005 bedragen 142.580.393,58 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 3)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2005 - 66.915.915,90 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnancieringen op de variabele kredieten 75.664.477,68 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanciering, kolom 4).

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 15, 18, 35, 37, 38, 40, 44, 45 en 48 van het decreet van 21 december 2004 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2005 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

**Art. 22.** De ordonnancieringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2005 bedragen 119.969.925,68 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen, kolom 5).

**Art. 23.** Overeenkomstig de bepalingen van de bovenvermelde artikelen 21 en 22, bedragen de beschikbare ordonnancieringen- variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2005 - 44.305.448,00 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancieringen kolom 6) . Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

**Art. 24.** De begrotingsdecreten van het jaar 2005 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt: (in euro)

- Ontvangsten	3.500.000
- Uitgaven	3.500.000

(bijlage tabel 2.2.5 kolommen 2,3).

**Art. 25.** Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2005 bedroeg - 5.902.224,08 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 8).

Er werd geen ontvangst geboekt op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan

**Art. 26.** De aangerekende uitgaven bedragen 29.917.597,62 euro (bijlage 2.2.5, kolom 5).

Dit bedrag omvat geen enkele uitgave die nog geregulariseerd moet worden waarvoor artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage 2.2.5, kolom 6) wordt toegepast.

(annexe 2.2.5, colonne 6).

**Art. 27.** Het verschil tussen de geïnde ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven bedraagt - 29.917.597,62 euro (bijlage tabel 2.2.5, kolom 7).

Rekening houdend met het totaal bedrag dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 2005, zoals bepaald in artikel 25, en met de uitgaven vermeld in artikel 26 bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 2005 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap - 35.819.821,70 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 10). Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.



HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

**Art. 28.** Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 21, 22 en 27 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2005 (in euro):

Begroting sensu stricto : - 79.537.943,07  
 Variabele kredieten : + 22.610.467,90  
 Afzonderlijke sectie : - 29.917.597,62  
 Totaal : - 86.845.072,79

TWEEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
 VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP  
 HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

## § 1 Vaststelling van de ontvangsten

**Art. 29.** De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 426.659.748,31 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 2)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2005 bedragen 417.986.706,57 euro.

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari van het jaar bedraagt 205.028.067,78 euro.

De ontvangsten van het jaar en het bedrag dat beschikbaar is op 1 januari zijn het beschikbare saldo voor de uitgaven van het jaar 2005 ten bedrage van 623.014.773,35 euro.

## § 2 Vaststelling van de uitgaven

**Art. 30.** De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 414.119.427,14 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 3).

De uitgaven worden vastgesteld op 365.428.849,62 euro (bijlage tabel 2.3 kolom 5).

## § 3. Begrotingsresultaat

**Art. 31.** Overeenkomstig de artikelen 29 en 30, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 52.557.856,95 euro .

Het beschikbare saldo op 31 december 2005 bedraagt 257.585.924,73 euro ; het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen

## DERDE DEEL : INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN CATEGORIE A

**Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)**

## ● ONTVANGSTEN

De vooruitzichten	39.334.773,00
De aangerekende ontvangsten	37.910.962,67
Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten	1.423.810,33

## ● UITGAVEN

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	44.766.186,00
38.426.195,27	
Het bedrag van de te annuleren kredieten	6.339.990,73

## ● RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van het C.G.R.I.,	-515.232,60
- ofwel de ontvangsten van het jaar	37.910.962,67
- min de uitgaven	38.426.195,27

**Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)**

## ● ONTVANGSTEN

De vooruitzichten	0
De aangerekende ontvangsten	0
Het verschil tussen de vooruitzichten en de aangerekende ontvangsten	0

De kredieten toegekend door de begrotingsdecreten	0
---	---

De aangerekende uitgaven	0
--------------------------	---

Het bedrag van de te annuleren kredieten	0
--	---

## ● RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en de uitgaven van het Fonds	0
- ofwel de ontvangsten van het jaar	0
- min de uitgaven	0

Overeenkomstig artikel 6 § 3 van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A vastgesteld onder het gezag van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van regeling van begroting.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,  
 Minister-President

Fr. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het toezicht op WBE

B. LINARD,

Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten



V. GLATIGNY,  
Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

C. DESIR,  
Minister van Onderwijs

Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 56-1. — Commissieverslag, nr. 56-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 56-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 27 april 2020.

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/21011]

**20 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 12 dérogeant pour l'année 2020 au décret du 18 janvier 2018 établissant un cadastre des subventions en Communauté française dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 visant l'établissement d'un cadastre des subventions en Communauté française;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, g;

Considérant que, conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, g, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, il convient de prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doivent être réglées en urgence sous peine de péril grave;

Considérant que l'arrêté du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur du 23 mars 2020, modifié le 17 avril 2020, portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 a rendu obligatoire le télétravail à domicile dans toutes les entreprises non essentielles, quelle que soit leur taille, pour tous les membres du personnel dont la fonction s'y prête;

Considérant, d'une part, les conditions exceptionnelles de travail à distance que les services du Gouvernement sont tenus de respecter, ce qui ne leur permet pas l'accès sur le lieu de travail à des dossiers en version papier afin de préparer la réponse aux exigences du décret du 18 janvier 2018 susvisé, et, d'autre part, la surcharge de travail à laquelle ces mêmes services doivent faire face pour appliquer les décisions du Gouvernement suite à la crise du coronavirus pour accélérer le traitement des demandes d'aides adressées par les bénéficiaires de la Communauté française;

Considérant qu'il en résulte une impossibilité de respecter le délai du 15 juin 2020 visé aux articles 2 et 4 du décret du 18 janvier 2018 dans les délais impartis pour les subventions de l'année budgétaire 2019;

Considérant que le présent arrêté déroge de manière exceptionnelle d'une part, au délai du 15 juin 2020 pour transmettre le rapport au Parlement et d'autre part, à la date du 30 juin 2020 pour mettre en ligne l'ensemble des subventions octroyées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

Considérant que ces dérogations visent à permettre au Gouvernement de fournir au Parlement une vue la plus complète possible du cadastre des subventions octroyées entre 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 31 décembre 2019;

Considérant enfin que ces dérogations ne visent pas à créer une règle permanente qui permettra de prolonger ces délais pour les années ultérieures et se limitent en ce sens au strict nécessaire;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation à l'article 2 du décret du 18 janvier 2018 établissant un cadastre de subventions en Communauté française, le Gouvernement communique, au plus tard le 15 août 2020, un rapport comprenant l'ensemble des subventions octroyées par les instances subsidiaires relevant de la Communauté française entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019.

Compte tenu de l'évolution de la crise, le Gouvernement peut décider la prolongation d'un mois de ce délai de communication.

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 4 du même décret, le Gouvernement met en ligne dans une base de données publiée sur un site internet dédié, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2020, l'ensemble des subventions octroyées par les instances subsidiaires relevant de la Communauté française entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019.

Compte tenu de l'évolution de la crise, le Gouvernement peut décider la prolongation d'un mois de ce délai de communication. Cette prolongation est renouvelable une fois.

**Art. 3.** Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 20 mai 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN